

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Préfecture de Salé
Commune de Salé
Direction générale des services
Division des travaux et
d'aménagement urbaine
Service Bâtiments



CONSULTATION ARCHITECTURALE OUVERTE N° 20/CS/2025

RELATIF A

LA CONCEPTION ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ARRONDISSEMENT TABRIQUET

REGLEMENT DE CONSULTATION ARCHITECTURALE

Passé par consultation architecturale ouverte passé en application du paragraphe 1 de l'article 94 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION ARCHITECTURALE

ARTICLE 2 : MODE D'ATTRIBUTION

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

ARTICLE 6 : RETRAIT DES DOSSIERS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX ARCHITECTES

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES ARCHITECTES

ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES ARCHITECTES

ARTICLE 10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES ARCHITECTES

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES ARCHITECTES

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS DES ARCHITECTES

ARTICLE 13 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS

ARTICLE 14 : EXAMEN ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES ESTIMATIONS SOMMAIRES DU COUT GLOBAL DESTRAVAUX

ARTICLE 16 : EXAMEN ET EVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIERE

ARTICLE 17 : CLASSEMENT DES OFFRES

ARTICLE 18 : LES HONORAIRES

ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 20 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

ARTICLE 21 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

ARTICLE 22 : VISITE DES LIEUX

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

Le présent règlement de consultation relatif à la consultation architecturale ayant pour objet :

La conception et suivi des travaux de construction du siège de l'arrondissement Tabriquet.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 101 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-22-431 précité. Toutes dispositions contraires au décret n°2-22-431 précité sont nulles et non avenues.

ARTICLE 2 : MODE D'ATTRIBUTION

S'agissant d'un projet de construction du siège de l'arrondissement Tabriquet.

dont le budget prévisionnel est de (10 000 000,00 DHS HT).

Le contrat portant sur les prestations architecturales est passé par consultation architecturale avec l'architecte ayant présenté l'offre la plus avantageuse et ce, en vertu des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 94 et de l'article 102 du Décret 2.22.431, relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du contrat qui sera passé suite à la présente consultation architecturale est : la Commune de Salé représenté par son président .

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

Conformément à l'article 102 du décret N°2-22-431 précité, le dossier de la présente consultation architecturale ouverte comprend :

- Une copie de l'avis de La consultation architecturale en arabe et en français ;
- Le programme de La consultation architecturale ;
- Un exemplaire du projet du contrat d'architecte ;
- Le plan et documents techniques
- La note de renseignement délivrée par l'Agence Urbaine.
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur :
- Le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

Conformément au paragraphe 7 de l'article 102 du décret n°2-22-431 du 08-03-2023, le maître d'ouvrage peut, à titre exceptionnel, introduire des modifications dans le dossier de la consultation architecturale, sans changer l'objet du contrat. Ces modifications sont communiquées à tous les architectes ayant téléchargé ce dossier et introduites dans le dossier mis à la disposition des autres architectes.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier de la consultation architecturale nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions paragraphe 2 de l'article 96 du décret n° 2.22.431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de 10 (dix) jours à compter du lendemain de la date de publication de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 6 : RETRAIT DES DOSSIERS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE

Le dossier de consultation architecturale est mis à la disposition des architectes dans

Dans le bureau du maître d'ouvrage sis à Place Bab Bouhaja Commune de Salé (service des marchés) .dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 96 du décret n° 2.22.431 du 08 mars 2023 relatifs au marchés publics et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier de la consultation architecturale est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX ARCHITECTES

Conformément à l'article 97 du décret 2-22-431 précité, tout architecte peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant la consultation architecturale ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçu, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un architecte à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres architectes ayant retiré ou téléchargé le dossier de la consultation architecturale et aux membres de la commission de la consultation architecturale.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES ARCHITECTES

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret n° 2-22-431 précité :

Seuls peuvent participer aux consultations architecturales et être attributaires des contrats de prestations architecturales, les architectes qui :

- Sont autorisés à exercer la profession d'architecte à titre libéral et qui sont inscrits au tableau de l'ordre national des architectes ;
- Sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou à défaut de règlement constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

Ne sont pas admis à participer aux consultations les architectes qui :

- Sont en liquidation judiciaire ;
- Sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Ont fait l'objet d'un retrait définitif de l'autorisation d'exercice de la profession d'architecte ou d'une suspension de l'exercice de la profession ;

Ont fait l'objet d'une mesure d'exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 ;

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 150 du décret n°2.22.431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Article 9 : liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des architectes

Chaque architecte doit présenter un dossier administratif, une proposition technique, une estimation sommaire et une proposition financière. Chaque dossier doit être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

1- LE DOSSIER ADMINISTRATIF :

- a- La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés au paragraphe 1 de l'article 100 du décret n°2-22-431 du 08-03-2023 ;

- b- Un extrait des statuts de la société d'architectes et/ou le procès-verbal de l'organe compétent conférant à l'architecte le pouvoir d'engager cette société à l'égard des tiers ;
- c- Une copie certifiée conforme à l'original de l'autorisation d'exercice de la profession d'architecte délivrée par l'administration compétente ;
- d- L'attestation d'inscription au tableau de l'Ordre national des architectes délivrée depuis moins d'un an ou sa copie certifiée conforme à l'original ;

Pour l'architecte concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le contrat et les architectes bénéficiant des primes:

1. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que l'architecte est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 100 du décret 02-22-431.

2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que l'architecte est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 100 du décret 02-22-431.

2- LA PROPOSITION TECHNIQUE :

a- Une note de présentation comportant :

- Le parti architectural du projet par rapport aux critères fixés par le présent règlement de consultation architecturale ;
- La consistance du projet par rapport au programme de la consultation architecturale ;
- Une note descriptive des matériaux utilisés.

b- Une esquisse sommaire du projet ;

c- Le calendrier d'établissement des études ;

d- Une estimation sommaire, hors taxes, du coût global des travaux basée sur les ratios de surfaces du projet.

3- LA PROPOSITION FINANCIERE :

Comprenant l'acte d'engagement précisant la proposition d'honoraires.

Cet acte d'engagement, signé par l'architecte concurrent ou son représentant habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

ARTICLE 10 : PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES ARCHITECTES

Conformément aux dispositions de l'article 104 du décret n°2-22-431 précité, le dossier présenté par chaque architecte est mis dans un pli fermé portant :

- Le nom et l'adresse de l'architecte ;
- L'objet du contrat ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de jury de la consultation architecturale lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

Contenu des enveloppes :

a) LA PREMIERE ENVELOPPE : contient les pièces du dossier administratif, le contrat d'architecte et le règlement de consultation paraphés et signés par le concurrent architecte et portant la mention « lu et accepté ». Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossier administratif » ;

b) LA DEUXIEME ENVELOPPE : contient les pièces de la proposition technique. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « proposition technique » ;

c) LA TROISIEME ENVELOPPE : contient la proposition financière qui ne peut être inférieur à quatre pour cent (4%) ni supérieur à six pour cent (6%). Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « proposition financière ».

1- Le dossier administratif comportant les pièces citées à l'article 10 du présent règlement.

2- La proposition technique (sous format A3 en 3 exemplaires) qui doit contenir :

a) Une note de présentation comportant :

- La partie architecturale du projet par rapport aux critères fixés par le règlement de consultation ;
- Les consistances du projet par rapport au programme joint au présent règlement de consultation ;
- Une note descriptive des matériaux utilisés.

b) Un esquisse sommaire du projet à une échelle adéquate, qui comprend:

- Un plan de situation;
- Un plan de masse;
- Les plans des différents niveaux;
- Les façades de l'ensemble du bâtiment;
- Une coupe significative à l'échelle;
- Les perspectives d'ambiances.

Les moyens graphiques et de présentation sont libres y compris l'utilisation des couleurs.

c) Le calendrier d'établissement des études des phases :

- Avant-projet sommaire (APS) ;
- Avant projet détaillé (APD) ;
- Permis de construire ;
- Projet d'exécution (PE) ;
- Dossier de consultation des entreprises (DCE)

3- Une estimation sommaire, hors taxes du coût global des travaux, basés sur les ratios de surface du projet.

4- La proposition financière comprenant l'acte d'engagement précisant la proposition d'honoraires.

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES ARCHITECTES

Conformément aux dispositions de l'article 105 du décret n°2.22.431 précité, les plis sont au choix des architectes :

- Soit déposés, contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis de la consultation architecturale ouverte ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de jury de la consultation architecturale au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai de réception des plis expire à la date et à l'heure fixée, pour la séance d'ouverture des plis, par l'avis de la consultation architecturale ouverte.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 107 du décret n°2.22.431 précité.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS DES ARCHITECTES

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré au plus tard le jour de la séance d'ouverture des plis et avant l'heure fixée à cet effet et ce conformément aux dispositions du § II. de l'article 105 du décret n°2.22.431 précité.

ARTICLE 13 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS

L'ouverture des plis des architectes concurrents et l'examen de leurs dossiers administratifs s'effectuent conformément aux dispositions prévues à l'article 107 du décret n°2.22.431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 14 : EXAMEN ET EVALUATION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES

Conformément aux articles 107 ; 108 et 110 du décret n° 2-22-431 précité, le jury examine les propositions techniques des seuls architectes admis ou admis sous réserve, à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif.

Il procède ensuite à la vérification des calculs de l'estimation sommaire du coût global des travaux et rectifie les erreurs arithmétiques éventuelles.

Il élimine les propositions des architectes non conformes aux spécifications exigées par le règlement de consultation ou qui ne satisfont pas aux critères qui y sont prévus ou qui ont présenté une estimation du coût global des travaux du projet supérieure au budget prévu par le maître d'ouvrage et arrête la liste des architectes retenus.

Le jury de la consultation architecturale peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou constituer une sous-commission pour analyser les propositions techniques. Il peut également demander par écrit à l'un ou à plusieurs architectes des éclaircissements sur leur proposition technique. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans les propositions techniques.

La proposition technique de chaque concurrent sera notée sur cent (100) points sur la base des éléments suivants :

- Note de présentation : notée sur 20 points
- Esquisse sommaire du projet : notée sur 70 points
- Calendrier d'établissement des études : notée sur 10 points

Critères de La notation de la proposition technique N1 (100 points)			Notes
N1	Note de présentation La notation de la note de présentation (20 points) est établie selon les critères de qualité présentés ci-dessous		20 points
	Partie architecturale	maximum 10 points	10
	Consistances et respect du programme du projet et l'interprétation du projet à travers un organigramme Spatio-fonctionnel	maximum 6 points	6
	Note descriptive des matériaux utilisés	maximum 4 points	4
	esquisse sommaire du projet la notation de l'esquisse sommaire (70 points) est établie selon les critères de qualité présentés ci-dessous		70 points
	- Originalité, la pertinence et de l'intelligence créative du partie architecturale, maximum 25 points		25
	- Qualité urbaine, esthétique, architecturale et technique du projet maximum 15 points		15
	- Insertion du projet dans le terrain et le respect des dispositions urbanistiques maximum 15 points		15
	- Protection de l'environnement, le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique maximum 10points		10
	- Respect des normes de construction maximum 5points		5
	Calendrier d'établissement des études La notation du calendrier des études (10 points) est établie selon les critères de qualité présentés ci-dessous		10 points
N1	Contenu de la phase	Délais de remise des documents	maximum
	Avant-projet sommaire (APS)	≤ 15 JOURS : 2pts	2
		entre 16 et 20 jours : 1 pts	

		≥ 21 JOURS : 0 pts	
	Avant projet détaillé (APD)	≤ 15 JOURS : 2pts	2
		entre 16 et 20 jours : 1 pts	
		≥ 21 JOURS : 0 pts	
	Dépôt du dossier de la demande d'autorisation de construire	≤ 15 jours : 2pts	2
		entre 16 et 20 jours : 1 pts	
		>20 jours : 0 pts	
	Projet d'exécution(PE)	≤ 15 JOURS : 2pts	2
		entre 16 et 21 jours : 1 pts	
		>21 jours : 0 pts	
	Dossier de consultation des entreprises (DCE)	≤ 20 JOURS : 2pts	2
		entre 21 et 30 jours : 1 pts	
		> 30 jours : 0 pts	
	Note N1 = Note de présentation + Esquisse sommaire du projet + Calendrier d'établissement des études		100

ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES ESTIMATIONS SOMMAIRES DU COUT GLOBAL DES TRAVAUX

Le jury procède à la notation financière des propositions des taux d'honoraires des seuls architectes admissibles lors de l'examen de la proposition technique, conformément au paragraphe 3 de l'article 110 du décret n°2-22-431 précité, en attribuant Pour les estimations sommaires, hors taxes, du cout global des travaux basée sur les ratios de surface du projet, une note de cent(100) points est attribuée à celle la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles à leur montant aux autres estimations sommaires en appliquant la formule suivante :

Note N2 = $E_a * 100 / E_x$
 E_a : estimation minimale
 E_x : estimation de l'architecte

ARTICLE 16 : EXAMEN ET EVALUATION DE LA PROPOSITION FINANCIERE

Conformément au paragraphe 2 de l'article 110 du décret n°2-22-431 précité, le jury procède à la vérification des calculs de la proposition financière et rectifie les erreurs arithmétiques éventuelles et écarte les architectes dont les propositions d'honoraires :

- Ne sont pas signées ;
- Sont signées par des personnes non habilitées à engager l'architecte ;
- Expriment des restrictions ou des réserves ;
- Sont supérieurs aux maximums (taux d'honoraires de 6%) ou inférieurs aux minimums (taux d'honoraires de 4%) prévus à l'article 93 du décret n° n°2-22-431 précité.

Le jury procède à la notation financière des propositions des taux d'honoraires des architectes admis en attribuant une note de cent (100) points à la proposition des taux la plus avantageuse et des notes inversement proportionnelles aux autres propositions d'honoraires en appliquant la formule suivante :

$$\text{Note N3} = T_a * 100 / T_x$$

T_a : taux des honoraires le plus avantageux

T_x : Taux des honoraires de l'architecte candidat

ARTICLE 17 : CLASSEMENT DES OFFRES

Le jury procède à l'évaluation des offres, en vue de choisir l'offre la plus avantageuse, à cet effet, il procède à la pondération des notes obtenues par chaque architecte en fonction de la proposition technique,

de l'estimation sommaire, hors taxes, du cout global des travaux basé sur les ratios de surfaces du projet et de la proposition d'honoraires.

La note globale sera obtenue par l'addition de la note technique, de la note de l'estimation sommaire et de la note financière après introduction d'une pondération appliquée comme suit :

70% pour la proposition technique (N1)

20% pour l'estimation sommaire (N2)

10% pour proposition d'honoraire (N3)

NOTE FINALE=0.7*note proposition technique+0.2* note d'estimation sommaire+0.1* note honoraire

L'architecte ayant obtenu la note globale la plus élevée et désigné attributaire du contrat.

En cas ou plusieurs offres sont jugées équivalentes le jury retient l'architecte ayant obtenu la meilleure note de la proposition technique. Si les notes des propositions techniques sont également équivalentes, le jury procède au tirage au sort pour désigner l'architecte retenir.

ARTICLE 18 : LES HONORAIRES

L'architecte est rémunéré exclusivement par le maitre d'ouvrage par des honoraires.

Les honoraires de L'architecte sont obtenus par application du pourcentage qu'il propose au montant hors taxes des travaux réellement exécutés et régulièrement constatés non compris le montant découlant de la révision des prix des travaux et toute indemnité accordée au titulaire du contrat des travaux et des pénalités éventuelles.

Les honoraires de L'architecte sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur.

Les honoraires de L'architecte ne peuvent être inférieurs à quatre (4%) pour cent ni supérieurs à six (6%) pour cent.

Le contrat d'architecte fixe la décomposition des honoraires de l'architecte et les modalités de leur règlement.

Le contrat d'architecte prévoit également un seuil de tolérance par rapport à l'estimation sommaire ayant été à la base de l'attribution du contrat ainsi que les conséquences pour celui-ci en cas de dépassement dudit seuil de tolérance.

ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Il sera fait application des dispositions des articles 36 et 143 du décret n°2.22.431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si pendant ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage peut saisir les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

ARTICLE 20 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Les offres seront exprimées en Dirham Marocain et les honoraires dus au titre du présent contrat seront réglés dans cette même monnaie. Pour les concurrents non installés au Maroc, lesdits honoraires seront convertis en Dirhams Marocains.

ARTICLE 21 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les architectes doivent être établies en langue arabe et/ou en langue française.

ARTICLE 22 : VISITES DES LIEUX

Conformément aux conditions prévues à l'alinéa h) du paragraphe 1-I de l'article 96 du décret 2-22-431 précité, à la date et à l'heure fixée dans l'avis d'appel d'offres, une visite des lieux :

[TERRAIN AFFECTE CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ARRONDISSEMENT TABRIQUET] sera organisée le
23/04/2025 à 11heure

NB :

Le point de rencontre sera le bureau de chef division bâtiments sis au siège de la commune de Salé –Place Bab bouhaja –

Il sera dressé un procès verbal de cette visite des lieux qui mentionnera les demandes d'éclaircissements et les réponses formulées aux concurrents concernés.

Le dit procès-verbal sera communiqué par fax ou par voie électronique à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'Appel d'Offres et sera publié au Portail des Marchés Publics.

Les concurrents qui n'ont pas assisté à la visite des lieux ne sont pas admis à soulever de réclamation sur le déroulement de la visite des lieux

NB : la présence des architectes à cette visite n'est pas obligatoire.

ARCHITECTE DE L'ADMINISTRATION

LE CHEF DE LA DIVISION:

LE CHEF DE SERVICE

Abdellatif BENCHOUCHA
Chef de Service de Bâtiment

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALÉ :



Omar SENTISSI
Président de
la Commune de Salé

LU ET ACCEPTE PAR L'ARCHITECTE :

